

Togo/Manifestations

Des milliers de personnes à nouveau dans la rue contre le pouvoir

AFP

Lomé/Togo

DES milliers de Togolais manifestaient hier à Lomé et en province pour exiger des réformes constitutionnelles après des semaines de mobilisation populaire contre le régime de Faure Gnassingbé, a rapporté un journaliste de l'AFP.

Dans les rues de la capitale togolaise, les marches ont démarré en fin de matinée sur trois itinéraires convergeant vers le bord de mer, où les leaders de l'opposition ont prévu de tenir un meeting.

L'internet mobile était coupé dans le pays, comme lors des manifestations d'août et septembre à l'initiative de l'opposition.

"Nous allons maintenir la pression", a déclaré durant la marche Jean-Pierre Fabre, le président du principal parti d'opposition, l'Alliance nationale pour le changement (ANC). "Nous exigeons le retour à la Constitution de 1992 avec les conséquences qui en découlent", a-t-il dit à l'AFP en faisant allusion au départ du président Gnassingbé.

Ce texte prévoyant un maximum de deux mandats présidentiels, est l'une des principales revendications de l'opposition depuis plus de 10 ans. Le chef de l'État, qui effectue son troisième mandat, a succédé avec le soutien de l'armée à son père, le



Photo : AFP

Les manifestantes dans les rues de Lomé, hier.

général Gnassingbé Eyadéma, décédé en 2005 après avoir dirigé le pays d'une main de fer durant 38 ans.

Il a été réélu à deux reprises, en 2010 et en 2015, lors de scrutins très contestés par l'opposition. Ses détracteurs entendent également dénoncer "les répressions sauvages" des manifestations précédentes qui ont fait au

moins quatre morts et des dizaines de blessés en un mois dans le Nord, région considérée jusqu'à récemment comme acquise au pouvoir.

Mercredi, des milliers de personnes ont manifesté dans certaines villes du Nord comme Bafilo et Sokodé, où des jeunes occupaient en début d'après-midi la route nationale 1 - unique axe

nord-sud du pays, refusant de se disperser, selon des témoignages d'habitants. Début septembre, le gouvernement avait tenté un geste d'apaisement en soumettant au vote du Parlement un projet de réforme constitutionnelle prévoyant notamment la limitation à deux mandats présidentiels.

Mais l'opposition a boycotté le vote du texte, dé-

nonçant un texte allant à l'encontre de ses revendications, n'étant pas rétroactif, ce qui permettrait au président de briguer deux mandats à partir de 2020. La modification de la Constitution - basé sur le projet de loi du gouvernement - fera donc l'objet d'un référendum "d'ici à la fin de l'année" selon une source proche de la présidence.

Congo/ Rébellion

Plan présidentiel pour désarmer la région du Pool

AFP

Brazzaville/Congo

LE président congolais Denis Sassou Nguesso a annoncé la création de "couloirs humanitaires" dans le Pool et proposé de racheter les armes des "jeunes égarés" dans cette région au sud de Brazzaville qui a replongé dans la violence en avril 2016.

"On va créer des couloirs humanitaires pour que ces jeunes gens sortent avec leurs armes", a déclaré le président, en recevant samedi une délégation de sages et de religieux du Pool.

"On va racheter leurs armes pour qu'avec cet argent ils puissent organiser une petite vie. On ne leur prendra pas gratuitement leurs armes. L'Etat pourra les racheter. Il faut qu'ils

sortent avec leurs armes, même les armes de chasse", a insisté le chef de l'État congolais, qualifiant les insurgés de "jeunes égarés armés".

"La plupart d'entre eux sont des pauvres jeunes gens enrôlés dans les sectes. On ne tuera personne parce que la Constitution de notre pays interdit la peine de mort", a-t-il poursuivi.

A ses interlocuteurs qu'il rencontrait pour la première fois, M. Sassou Nguesso a affirmé que les couloirs humanitaires seront créés "sans délai", sans toutefois préciser les modalités.

Le Pool a replongé dans les violences juste après la présidentielle de mars 2016 remportée par le président Sassou Nguesso, une victoire très contestée par l'opposition.

Le gouvernement accuse le chef de la rébellion, le Pasteur Ntumi et ses ex-

combattants ninjas, de perpétrer des exactions sur les populations dans

cette région où au moins 138.000 personnes sont en détresse, selon l'ONU.

C'est arrivé

Theresa May interrompue par un manifestant au congrès conservateur

LA Première ministre britannique Theresa May a été interrompue mercredi par un manifestant qui lui a tendu une feuille de licenciement, au beau milieu de son discours de conclusion du congrès de son Parti conservateur à Manchester (nord-ouest de l'Angleterre).

Mme May venait de s'excuser pour le score médiocre de son parti aux dernières législatives, où il a perdu sa majorité absolue, lorsqu'un homme s'est approché de l'estrade et lui a tendu un formulaire administratif, P45, destiné aux salariés licenciés.

Selon l'agence Press Association, l'homme est un acteur, Lee Nelson, qui s'est déjà livré à ce genre de prestation.

"Boris a dit dans une de ses réunions +donne ça à Theresa+", a affirmé le comédien à la presse alors qu'il était escorté hors de la salle.

L'autorité de Theresa May au sein de son parti est battue en brèche par son ministre des Affaires étrangères Boris Johnson, qui adopte régulièrement des positions décalées sur le dossier du Brexit et auquel on prête l'ambition de vouloir son poste.

Mme May peinait également à prononcer son discours, s'arrêtant pour de fréquentes quintes de toux, jusqu'à ce que son ministre des Finances Philip Hammond lui fasse parvenir un bonbon pour calmer sa gorge irritée.

... à Manchester ( Royaume-Uni)

L'Afrique en bref

• Zimbabwe/Politique Controverse entre les vice-présidents au sujet de Robert Mugabe

Une rare controverse politique a éclaté mercredi sur la place publique au Zimbabwe, l'un des deux vice-présidents accusant l'autre de discréditer le chef de l'État Robert Mugabe, 93 ans, candidat à un nouveau mandat lors des élections générales de 2018.

• Libye/ Attentat Quatre morts et 39 blessés dans une attaque suicide de l'EI à Misrata

Au moins quatre personnes ont été tuées et 39 autres blessées mercredi dans une attaque suicide contre le complexe judiciaire de la ville libyenne de Misrata, un attentat revendiqué par le groupe jihadiste État islamique (EI).

• Droits de l'Homme La lutte antiterroriste n'est pas une excuse pour torturer, souligne une ONG

L'organisation mondiale contre la torture (OMCT), dont le conseil exécutif était réuni à Tunis mercredi, a souligné que la lutte contre le terrorisme à travers le monde n'était pas une excuse pour recourir à la torture.

A travers le monde

• France/Politique Le Front national suspend une sénatrice comparant les migrants aux Nazis

Le parti d'extrême droite français Front national a décidé mercredi de suspendre sa nouvelle sénatrice Claudine Kauffmann, qui comparait notamment sur son profil Facebook ses derniers mois les migrants à l'Occupation nazie.

• États-Unis/Politique Tillerson affirme qu'il n'a "jamais envisagé de démissionner"



Photo : AFP

Le secrétaire d'État américain Rex Tillerson a affirmé mercredi qu'il n'avait "jamais envisagé de démissionner", lors d'une rare conférence de presse donnée à la suite d'informations de presse faisant état de graves dissensions avec le président Donald Trump.

• Russie/ Syrie L'armée russe accuse les États-Unis de "soutenir" l'EI

L'armée russe, qui intervient en Syrie en appui des forces gouvernementales, a accusé mercredi les États-Unis d'apporter un "soutien" au groupe jihadiste État islamique (EI) en Syrie, empêchant ainsi son élimination.